



Station service à Kinshasa

PRODUITS PÉTROLIERS

Probable hausse
du prix du carburant
à la pompe

Le gouvernement de la République évoque une possibilité de hausse d'au moins 80 FC du prix du carburant à la pompe, suite à des contraintes majeures qui obligent Kinshasa à s'aligner sur une tendance désormais internationale. Aucune date n'est connue pour cette augmentation même si elle aura effectivement lieu. Par ailleurs, il est difficile d'estimer les effets possibles sur les prix intérieurs déjà sous pression. On parle d'un léger ajuste-

ment qui risque de se greffer sur une série de majorations successives des prix des produits pétroliers à la pompe sans des répercussions sur certains secteurs stratégiques, notamment le transport en commun. Plus rien ne devrait empêcher ce léger ajustement du prix du litre à la pompe, le dernier espoir s'étant envolé avec la remontée inquiétante du taux sur le marché de change.

Page 4

TENSION À L'UNIVERSITÉ DE KINSHASA

Les autorités
académiques tentent
de calmer le jeu

Après la vive tension qui a secoué la colline inspirée le 24 janvier, les autorités académiques se sont résolues à calmer les esprits. Dans un communiqué signé par le secrétaire général académique de cette université, le Pr Célestin Musao Kalombo, sur instruction du ministre de tutelle, a indiqué que « les frais académiques sont fixés en dollar américain et sont aussi payables au taux de 960 FC le dollar... ». L'autorité a également promis une rencontre avec une délégation d'étudiants en vue de voir comment résoudre cette crise dans l'intention d'éviter la perturbation de l'année académique.

Page 4



La panique à l'université de Kinshasa

DIPLOMATIE

La RDC menace de répondre au coup
par coup à la Belgique

Une note verbale non référencée qui émanerait du ministère congolais des Affaires étrangères et intégration régionale fait part des intentions du gouvernement de fermer, dans un délai bref, la Maison Schengen à Kinshasa, en réponse à certaines positions prises par le royaume belge sur la situation qui prévaut au Congo-Kinshasa depuis un certain temps. Le gouvernement congolais justifie sa position par les récentes déclarations des responsables belges « de suspendre la coopération bilatérale d'État à État avec la RDC et de réaffecter le financement disponible à l'aide humanitaire ».



La décision du gouvernement congolais intervient dans un contexte de tension entre Bruxelles et Kinshasa,

notamment à la suite de la répression de marches pacifiques en RDC, du 31 décembre et 21 janvier.

Page 2

VIOLENCES EN RDC

Plus de 800 000
enfants déplacés
en 2017

Les conflits interethniques et les affrontements entre l'armée régulière, les milices et les groupes armés dans les provinces du Tanganyika et du Sud Kivu, dans l'est du pays, ont contraint au moins un million trois cent mille personnes dont huit cent mille enfants à quitter leur lieu d'origine, selon l'Unicef. Aussi, des centaines de milliers d'enfants dans la région n'ont plus accès aux soins de santé et à l'éducation. Beaucoup d'entre eux ont été victimes des violences extrêmes. L'Unicef dénonce aussi le recrutement de plus de trois mille enfants par des milices et des groupes armés. Elle a notamment identifié plus de huit cents cas d'abus sexuels perpétrés contre les enfants.

Page 3

ÉDITORIAL

Davos !

Que l'aristocratie mondiale de la finance, du commerce, de l'industrie, de la technocratie se retrouve pendant quelques jours à Davos, au cœur des montagnes suisses, pour écouter sagement quelques hommes d'Etat, débattre poliment des problèmes qui la préoccupent, avancer posément des solutions à ces mêmes problèmes n'a rien qui puisse surprendre, ni même choquer. Sauf que ...

Sauf que cette grand-messe évite soigneusement les questions qui fâchent mais dont dépendent tout à la fois la paix mondiale et la survie de l'espèce humaine. Scène de théâtre vers laquelle affluent les grands acteurs économiques pour se faire voir plutôt que pour agir, le Forum de Davos est la parfaite illustration d'un monde où l'apparence compte plus que le réel, où la fortune des riches éclipe la misère des pauvres, où les questions de fond sont exclues du débat même si elles figurent en bonne place dans le menu du jour.

Le décalage entre les dures réalités du temps que nous vivons et la grand-messe annuelle à laquelle nous assistons depuis le début de cette semaine est d'autant plus frappant que se multiplient les signes annonciateurs d'une crise de grande ampleur qui pourrait déstabiliser tout ou partie de la planète : affrontement larvé entre la Chine, le Japon et les Etats-Unis en Asie, aggravation du conflit ouvert entre Israël et ses voisins à propos de la Palestine, course aux armements entre l'Arabie saoudite et l'Iran, décomposition non avouée de l'Union européenne, réaffirmation des ambitions stratégiques de la Russie en Europe de l'est et au Proche-Orient, repli de l'Amérique de Donald Trump sur elle-même, aggravation continue des migrations humaines ... Autant de menaces pour la paix du monde qui viennent s'ajouter au dérèglement climatique dont tout le monde parle, bien sûr, mais sans vraiment agir.

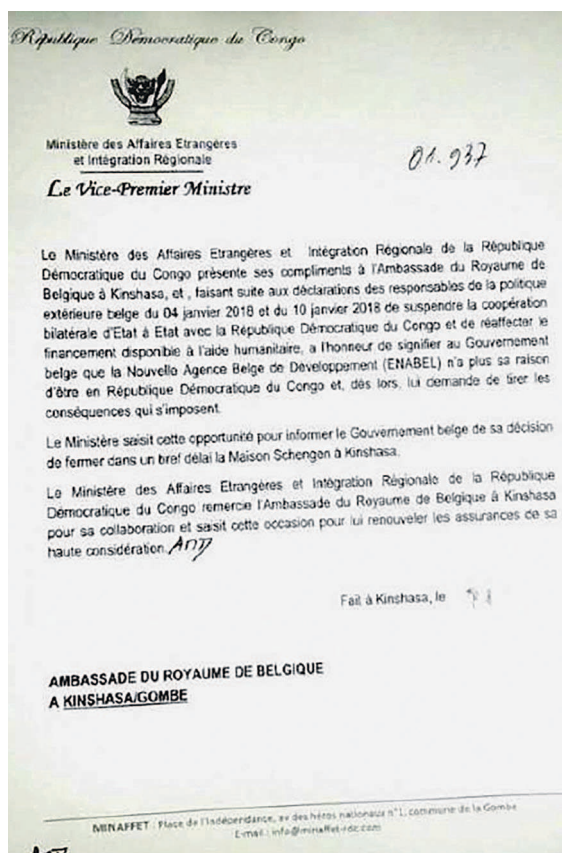
L'Afrique étant quasiment absente de Davos, même si quelques têtes connues y sont visibles, l'on en vient à se demander si le temps n'est pas venu d'instituer son pendant chez nous, dans le Tiers monde. Avec pour objectif de débattre des véritables problèmes qui se posent à l'humanité dans le moment présent et non de discuter entre milliardaires de la meilleure façon d'accroître la richesse de quelques-uns au mépris du plus grand nombre. Car c'est bien là que réside la faiblesse intolérable de ce forum prétendument planétaire.

Les Dépêches de Brazzaville

DIPLOMATIE

La RDC menace de répondre au coup par coup à la Belgique

Une note verbale non référencée qui émanerait du ministère congolais des Affaires étrangères et intégration régionale fait part des intentions du gouvernement de fermer, dans un délai bref, la Maison Schengen à Kinshasa, en réponse à certaines positions prises par le royaume belge sur la situation qui prévaut au Congo-Kinshasa depuis un certain temps.



La note qui circule sur le net

Le gouvernement congolais justifie sa position par les déclarations des responsables de la politique extérieure belge des 4 et 10 janvier « de suspendre la coopération bilatérale d'Etat à Etat avec la RDC et de réaffecter le financement disponible à l'aide humanitaire ». Dans son document qui circule sur le net, le ministère congolais des Affaires étrangères et intégration régionale a également signifié au gouvernement belge que la Nouvelle agence belge de développement (Enabel) n'avait plus de raison d'être en RDC, tout en lui demandant de tirer toutes les conséquences qui s'imposent. Enabel, anciennement Coopération technique belge, rappelle-t-on, est, depuis le 1er janvier en cours, le nouveau nom de l'agence chargée de la mise en œuvre des programmes de dé-

veloppement de la coopération belge.

Une nouvelle dégradation des relations Belgique-RDC

Il est noté que la décision du gouvernement congolais intervient dans un contexte de tension entre Bruxelles et Kinshasa, notamment à la suite de la répression de marches pacifiques en RDC, du 31 décembre et 21 janvier, ainsi que des restrictions imposées à certaines libertés publiques qui font objet de critiques sur le plan international. Dans cette situation des relations très tendues, après avoir décidé de suspendre sa coopération militaire avec le Congo, la Belgique s'est également résolue, il y a peu, d'arrêter son intervention en faveur du gouvernement de Kinshasa. La Belgique, par les voix des ministres des Affaires étrangères et de la coopération au développement, Didier Reynders, et Alexander De Croo, avait annoncé, le 10 janvier, une révision de sa coopération, précisément son aide financière au gouvernement congolais, en réorientant vingt-cinq millions d'euros « au profit de l'aide humanitaire et d'autres initiatives répondant aux besoins les plus pressants de la population ».

L'ancienne puissance coloniale a décidé de mettre cette enveloppe à la disposition des ONG congolaises. Une situation que le gouvernement congolais avait minimisé, en faisant remarquer, par son porte-parole, que « la RDC n'avait pas besoin d'une aide quelconque de la Belgique pour assurer son développement ». Mais Kinshasa avait promis d'y répondre par « des mesures appropriées », en utilisant « la voie diplomatique », par le biais d'une communication au Conseil des ministres de Léonard She Okitundu, ministre des Affaires étrangères.

Pour des observateurs, si l'envoi de cette lettre, non référencée, se matérialisait, cela signifierait une nouvelle dégradation des relations, déjà tendues, entre Bruxelles et Kinshasa.

La Maison Schengen à Kinshasa, souligne-t-on, est un centre commun de réception des demandes de visas pour le compte de plusieurs pays européens. Cette coopération entre plusieurs Etats Schengen a été créée comme initiative belgo-portugaise, cofinancée par le Fonds pour les frontières extérieures de l'Union européenne. Elle est dirigée par la Belgique et opérationnelle depuis le 5 avril 2010. La Maison Schengen était devenue le passage obligé pour obtenir un visa d'entrée sur les territoires des vingt-six pays membres de l'espace Schengen, dont la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, le Portugal, l'Autriche, la Finlande, le Luxembourg et Pays-Bas, etc.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara

Secrétaire des rédactions adjoint :

Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou
Service Société : Parfait Wilfried Dou-niama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampou-

la (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

iCoordonnateur Général : Rachyld Badila
Coordonnateur Adjoint du suivi des Services Généraux : Jules César Olebi
Chef de section électricité et froid :

Siméon Ntsayouolo

Chef de section transport: Jean Bruno Ndokagnia

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émile Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE DES PARTIS

L'ECT reçoit Aubin Minaku

La formation politique du ministre de l'Aménagement du territoire et rénovation de la ville, Félix Kabange Numbi Mukwampa, a été honorée, le 24 janvier à Kinshasa, de la visite du secrétaire général de la majorité présidentielle, qui avait à ses côtés le secrétaire général adjoint, Joseph Kokonyangi.

Le siège de l'Éveil de la conscience pour le travail (ECT), situé sur l'avenue du 24-novembre, dans la commune de Lingwala, a refusé du monde le 24 janvier, tellement que la mobilisation a été totale pour y accueillir Aubin Minaku, accompagné du secrétaire adjoint de la majorité présidentielle, Joseph Kokonyangi, ministre de l'Urbanisme et habitat.

Ému par l'accueil qui lui a été réservé, Aubin Minaku a eu des mots justes pour féliciter ce parti, en commençant par son hymne qui met Dieu au centre de toute action. "Je vous félicite beaucoup pour votre hymne très touchant et que je vais porter avec moi. L'autre motif de mes félicitations, c'est l'éveil de la conscience du travail et de développement, je me demande si l'ECT n'est pas la meilleure dénomination d'un parti politique, où l'on trouve une



place à Dieu même dans l'hymne", a déclaré le secrétaire général de la majorité présidentielle et président de l'Assemblée nationale, ajoutant que le réel éveil collectif et individuel ne se développe que par le travail pour le bien-être de la population.

Il a également salué la bonne organisation dont a fait montre

l'ECT, indiquant que sa base a été bien pensée à l'origine et les objectifs sont bien clairs et prouvés par le dynamisme de ce parti sur le terrain, en tant que formation politique soutenant le chef de l'État, Joseph Kabila.

La visite du secrétaire général de la majorité présidentielle a été l'occasion pour Félix Kabange

Numbi de réitérer, au nom de son parti, sa loyauté et sa fidélité à l'autorité morale de cette famille politique. "L'ECT est rangé pour les élections et avec la majorité présidentielle, nous allons gagner la bataille", a assuré Félix Kabange Numbi, avant de se dire honoré par la présence du secrétaire général. La visite d'Aubin

Aubin Minaku invitant la majorité présidentielle à la cohésion

Minaku fait suite à l'instruction de leur autorité morale qui est déterminée à consolider la cohésion entre les différents partis de sa famille politique, avant de revoir les opinions politiques de la majorité présidentielle. Les enjeux de l'heure obligent face aux échéances électorales.

Aline Nzuzi

VIOLENCES EN RDC

Plus de 800 000 enfants déplacés en 2017

Les conflits interethniques et les affrontements entre l'armée régulière, les milices et les groupes armés dans les provinces du Tanganyika et du Sud Kivu, dans l'est du pays, ont contraint au moins un million trois cent mille personnes à quitter leur lieu d'origine, selon l'Unicef.

La situation est non sans conséquence sur les conditions de vie des enfants, les premières victimes, comme le reconnaît le représentant de l'Unicef en RDC, le Dr Tajudeen Oyewale. « Les enfants de l'est de la RDC continuent de subir les conséquences dévastatrices de ces vagues de violences qui déstabilisent la région. Des centaines de milliers d'enfants dans la région n'ont plus accès aux soins de santé et à l'éducation. Beaucoup d'entre eux ont été victimes des violences extrêmes. », a-t-il indiqué.

À ce tableau déjà sombre de la situation des enfants dans les provinces du Tanganyika et Sud-Kivu, l'Unicef dénonce aussi leur recrutement dans les rangs des forces belligérantes. « Des enfants sont également recrutés pour se battre. Des estimations récentes montrent que plus de trois mille enfants ont été recrutés par des milices et des groupes armés. L'Unicef et ses partenaires ont également identifié plus de huit cent cas d'abus sexuels, bien que l'ampleur réelle de la violence sexuelle perpétrée contre les enfants soit considérée comme beaucoup plus importante », apprend-on.

Risque d'insécurité alimentaire

Profondément préoccupé par la manière dont les combats ont influé sur la santé et l'état nutritionnel des enfants, l'Unicef révèle qu'il y a un risque accru de l'insécurité alimentaire dans ces provinces. « De nombreux centres de santé ne fonctionnent plus et il existe un risque accru d'insécurité alimentaire car la violence empêche les communautés de se rendre dans les champs. Des milliers d'enfants risquent de souffrir de malnutrition sévère », prévient l'agence onusienne.

Les besoins humanitaires sont énormes dans ces provinces minées notamment par des épidémies. En 2017, par exemple, les deux entités administratives ont enregistré dix-huit mille deux cent cinquante cas de choléra, soit deux fois plus qu'en 2016, et dix-huit mille cas suspects de rougeole. Pour faire face à ces urgences humanitaires, l'Unicef a besoin de soixante-cinq millions de dollars américains pour les six prochains mois.

Aline Nzuzi

MANIFESTATIONS PUBLIQUES

Nouvel appel du pape François contre la violence en RDC

Une fois de plus, le souverain pontife montre son intérêt particulier pour la situation qui prévaut au Congo-Kinshasa.



Le pape François à la place Saint-Pierre

Le pape François a renouvelé, le 24 janvier, son appel au calme en République démocratique du Congo (RDC) à la suite de la persistance des informations préoccupantes qui lui parviennent. Devant quelques milliers de fidèles réunis à la place Saint-Pierre, le souverain pontife a rappelé que le rôle de l'Église est de contribuer à la paix et au bien commun de la société.

« ... Je renouvelle mon appel pour que tous s'emploient à éviter toute forme de violence », a déclaré le pape, dont l'Église se

trouve actuellement au premier rang de la lutte contre le maintien du président Joseph Kabila au pouvoir. Pour sa part, a-t-il ajouté, l'Église ne veut rien d'autre que contribuer à la paix et au bien commun de la société.

Il s'agit du deuxième message du pape François depuis la deuxième marche des chrétiens organisée par le Comité laïc de coordination réprimée dans le sang, le 21 janvier. Dans son premier message, le souverain pontife avait exhorté les autorités congolaises à éviter toute forme de violence et à

chercher des solutions en faveur du bien-être et les fidèles à prier pour le dialogue en RDC.

Selon une première analyse de la situation faite par la nonciature apostolique en RDC, le bilan provisoire de la répression violente des marches du 21 janvier serait de six tués (tous à Kinshasa, dont une aspirante à la vie religieuse), quatre-vingts blessés et deux cent dix arrestations (dont trois prêtres à Kinshasa, deux journalistes et quatre mineurs d'âge à Kisangani).

Jeannot Kayuba

TENSION À L'UNIVERSITÉ DE KINSHASA

Les autorités académiques tentent de calmer le jeu

Un communiqué signé par le secrétaire général académique rassure les étudiants sur le paiement des frais académiques en dollar ainsi que l'application du taux de 960 FC pour un dollar, afin de faciliter également le paiement en monnaie locale.

Après la vive tension qui a secoué la colline inspirée le 24 janvier, les autorités académiques de l'université de Kinshasa (Unikin) se sont résolues à calmer les esprits. Dans un communiqué signé par le secrétaire général académique de cette université, le Pr Célestin Musao Kalombo, qui dit avoir été mandaté par le recteur, sur instruction du ministre de tutelle, il a, en effet, été indiqué à l'intention des étudiants et de toute la communauté de cette alma mater que « les frais académiques sont fixés en dollar américain et sont aussi payables au taux de 960 FC le dollar... ». Le communiqué a également promis une rencontre avec une délégation d'étudiants en vue de voir comment résoudre cette crise. Les autorités de l'Unikin, qui veulent ainsi éviter la perturbation de l'année académique, appellent les étudiants au calme et à s'adonner à leurs études.

Rappelons qu'une vive tension



Un mouvement des étudiants à l'Unikin (tiers)

a été observée, le 24 janvier, à l'Unikin dès 10h 00. Des témoins qui ont vécu ces événements ont indiqué que la police a investi les lieux pour tenter de calmer les étudiants qui réagissaient violemment contre le taux de change fixé par l'université. « Les étudiants réclamaient de payer les frais académiques au taux de 9

200 francs congolais (FC) le dollar américain; au lieu de 16 000 FC exigés par les autorités de leur institution universitaire. », a-t-on appris.

Pour fuir les gaz lacrymogènes et des balles tirées par les policiers, de nombreux étudiants se sont réfugiés aux cliniques universitaires où il a également été amené

des victimes dont un étudiant. Ce dernier se serait brûlé la main en cherchant à réexpédier une grenade lacrymogène jetée par les policiers vers les étudiants. Il y a eu également une étudiante qui se serait cassé la jambe en cherchant à fuir. Ces sources notent que plusieurs autres étudiants auraient été arrêtés par la police

qui a investi le lieu jusqu'aux escaliers qui mènent vers les cliniques universitaires.

Il est à retenir que pour toute l'année, les frais académiques à l'Unikin sont fixés à 295 dollars américains (USD) pour le premier graduat et 275 USD en classes montantes.

Lucien Dianzenza

NECROLOGIE



Val Kitiaka Larson, Odon Diasso, Guy-Lambert Santimi, Ngoy Christophe, Victorine Mupita et Sakina Déborah ont la profonde douleur d'informer leurs proches, amis et connaissances de la mort inopinée, le 22 janvier à l'hôpital général de référence de Kinshasa, de leur fils, frère et époux Théophile Diasso Mandembo, ancien directeur national des Postes à la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT)

La veillée mortuaire se tient au n°60, avenue du Rails, quartier Kimbangu (Masina Petro Congo), référence bureau Snel/Rails.

Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

PRODUITS PÉTROLIERS

Une première crise sérieuse depuis le début de l'année

Plus rien ne devrait empêcher un léger ajustement du prix du litre à la pompe dans les semaines ou jours qui suivent. Le dernier espoir s'est envolé avec la remontée inquiétante du taux sur le marché de change.

Le gouvernement de la République évoque clairement une possibilité de hausse d'au moins 80 FC du prix du carburant à la pompe suite à des contraintes majeures qui obligent Kinshasa à s'aligner sur une tendance désormais internationale. Aucune date n'est connue pour cette augmentation même si elle aura effectivement lieu. Par ailleurs, il est difficile d'estimer les effets possibles sur les prix intérieurs déjà sous pression. L'on parle d'un léger ajustement qui risque de se greffer sur une série de majorations successives des prix des produits pétroliers à la pompe sans des répercussions sur certains secteurs stratégiques, notamment le transport en commun.

Durant les festivités de fin de l'année, le gouvernement de la République a pesé de tout son poids pour maintenir les prix des produits pétroliers à leur niveau. Mais seulement voilà, la monnaie nationale s'est dépréciée d'au moins 26 % depuis début janvier. Au-delà, d'autres facteurs extérieurs viennent actuellement peser lourdement sur la

balance. La tendance est désormais à la hausse du prix du baril à l'international. Il se trouve que la RDC ne figure pas parmi les producteurs de pétrole, ont expliqué les autorités congolaises. Le pays produit une quantité insignifiante de pétrole (un peu plus de trente mille barils par jour), mais il ne raffine pas son brut pour mieux ressentir l'évolution du marché international. Par conséquent, la RDC, à l'instar d'autres pays de la région, y compris certains pays producteurs de pétrole comme le Nigeria et le Gabon, ont revu à la hausse leurs prix à la pompe. Il faut rappeler que le prix moyen frontière est compris dans la structure des prix du carburant en RDC, et chaque révision à la hausse impacte forcément les prix à la pompe.

Tous ces facteurs n'offrent aucune alternative au pays. Dès lors, la réponse à apporter aux transporteurs sera déterminante pour répondre aux inquiétudes des usagers de la route. Toute révision à la hausse du tarif de la course entraînera, à coup sûr, une hausse généralisée des prix des produits

grande consommation. Il n'est pas nécessaire de rappeler que le transport intervient jusqu'à 60 % dans la formation du prix des produits. Il faut atteindre un seuil de plus de 5 % pour que la hausse du carburant impacte les autres prix du marché. Comme le mettent en garde les observateurs avertis, il ne s'agit pour l'heure que d'une première étape, car l'évolution du marché qui reste soumis à une forte pression déterminera la suite des événements. En d'autres termes, rien n'est définitive.

Toutefois, l'exécutif national espère beaucoup de l'envolée des cours des matières premières pour contrebalancer les effets d'une éventuelle hausse des prix des produits pétroliers. Depuis le dernier trimestre 2016, le secteur minier bénéficie d'une reprise des cours, avec une tonne de cuivre négociée à 5 770 dollars américains en janvier 2017 contre 4 320 en janvier 2016. Cela montre que le cours a gagné 33 % en l'espace d'une année.

L'on comprend l'intérêt porté actuellement sur la révision du Code minier en pleine période de boom. Les débats se poursuivront jusqu'en février.

Laurent Essolomwa

**MÊME DANS LA MAISON,
PROFITEZ DE LA MEILLEURE
CONNEXION INTERNET**

Composez *121*4#



airtel
internet



**INTERNET
PERFORMANT
MÊME DANS
LA MAISON**

UNION AFRICAINE

Plus d'efforts exigés dans la promotion des domaines clés

Les pays africains ont été encouragés, le 23 janvier à Addis-Abeba (Ethiopie) à plus d'investissements et d'efforts dans l'éducation avec une participation accrue des femmes et des filles. Une recommandation qui a été formulée lors d'une conférence de presse organisée en marge des réunions préparatoires du sommet des chefs d'Etat.

C'est notamment au cours du 2e Dialogue de haut niveau du Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique de l'Union africaine qu'il a été demandé aux pays africains d'investir et de promouvoir le secteur de l'éducation.

« Il est donc important de définir les processus d'enseignement et d'apprentissage dans les écoles afin de

développer des environnements d'apprentissage propices au genre », a déclaré le principal orateur, l'ancien président tanzanien, Jakaya Kikwete, membre de la Commission internationale sur le financement de l'éducation globale. « Chaque pays doit enfin décider comment s'en occuper en transformant les plans en actions sur le terrain. L'avenir de l'Afrique c'est pour la nouvelle génération », a-t-il réitéré. Pour cet ancien chef d'Etat, « aucune nation ne peut se développer sans des compétences dans les Sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM) et l'Enseignement technique et la formation professionnelle (EFTP) ». « Il est aussi im-

possible d'arriver à cela sans un effort d'investissement et enfin la réussite de la transformation de l'Afrique passe par l'éducation, car l'avenir de la jeunesse se trouve dans les écoles », a affirmé Jakaya Kikwete. Il a, par ailleurs, déploré le fait que trois cent cinquante millions de jeunes en Afrique ne sont pas sur le bon chemin pour atteindre le marché du travail. Un tiers de tous ces jeunes n'apprennent rien dans le monde.

« Dans beaucoup de pays africains, les filles sont confrontées à des barrières à l'apprentissage, en particulier lorsqu'elles atteignent les niveaux post-primaire en éducation. Les filles abandonnent pour plusieurs raisons : le

mariage et la grossesse précoces, la violence liée au genre à l'école, la pauvreté, les travaux domestiques, le manque de contenu et d'environnement d'apprentissage sensible au genre », a relevé l'ancien président. Pour sa part, Sarah Anyang Agbor, commissaire aux Ressources humaines, science et technologie, a souligné la nécessité de remédier à la pénurie de diplômés dans ces domaines. Elle a exhorté les dirigeants africains à plus d'investissements dans la scolarisation des jeunes filles afin de répondre aux engagements de l'agenda 2063 de l'Union africaine. La ministre sénégalaise de l'Education nationale, Mary Teuw Niane a, quant à elle, déclaré : « Il ne peut y avoir

d'émergence économique sans maîtrise du capital humain », s'attribuant le proverbe « une femme intelligente ne ferme pas toutes les portes, au contraire, elle les ouvre toutes ». Plusieurs thématiques ont été abordées lors de ce 2e Dialogue de haut niveau du Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique. « Renforcer les politiques et les pratiques afin de promouvoir l'EFTP axé sur les STEM pour les filles et les femmes ; Investir dans le capital humain et allouer des ressources financières pour développer la confiance en soi des filles et des femmes et booster leur intérêt pour les STEM et EFTP » figurent parmi les préoccupations qui étaient au centre du dialogue.

Nestor N'Gampoula

Brèves

Burkina Faso

Le pays compte réaliser huit centrales solaires voltaïques à l'intérieur de son territoire. Ces projets visent à accroître la capacité de production et de fourniture en énergie électrique des régions du centre (10 et 20 MW), du Sahel (15 MW), de l'est (10 MW), de la Boucle du Mouhoun (15 MW), des Hauts-Bassins (10 MW), du nord (10 MW) et des Cascades (10 MW). L'implantation des ouvrages nécessite la mise à disposition de terrains dont la superficie varie entre vingt et soixante hectares. Fin novembre 2017, le Burkina Faso a inauguré la plus grande centrale photovoltaïque d'Afrique de l'ouest, avec ses 129 600 panneaux pour une capacité de trente-trois mégawatts.

Côte d'Ivoire

La production d'or est en hausse de 2,15% en 2017, passant de douze tonnes en 2011 à vingt-cinq tonnes en 2017. Le secteur minier dans son ensemble a généré en 2017 un chiffre d'affaires de 539 milliards de francs CFA contre 483 milliards de francs CFA en 2016, soit une hausse d'environ 12%. Ce secteur a contribué à hauteur de 56,4 milliards de francs CFA aux recettes fiscales l'année dernière. Selon le porte-parole du gouvernement, Bruno Koné, le secteur minier totalise près de 44 000 emplois fin 2017 contre 33 000 en 2016, soit une progression de 33%. A ce jour, le gouvernement ivoirien a délivré 164 permis de recherches à des entreprises minières, sur l'ensemble du territoire national.

Tchad

La maladie du ver de Guinée (ou dracunculose) présente une propension inquiétante en dépit des efforts consentis par les différents acteurs, alors que le gouvernement et ses partenaires tentent de conjuguer leurs efforts pour éradiquer complètement cette maladie. Huit régions du Tchad, dont N'Djamena, la capitale, subissent fortement la résurgence de la dracunculose. En 2017, quinze cas confirmés chez les humains ont été notifiés dont dix ont été isolés, huit cents chiens infectés dont 76% ont été isolés et dix-sept chats infectés dont 38% isolés. Grâce à cette mesure, le nombre de chiens infecté a diminué d'environ 20% entre 2016 et 2017. Faute de traitement préventif, la lutte contre la dracunculose consiste essentiellement en des stratégies de prévention.

Soudan du Sud

Washington a appelé, aux Nations unies, à l'imposition d'un embargo international sur les armes au Soudan du Sud, où le enième cessez-le-feu a volé en éclats le mois dernier. Selon l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies, Nikki Haley, cet embargo aiderait en réalité le peuple soudanais à ralentir la violence, le flot des armes et munitions, et à protéger les vies innocentes. En parallèle du conflit qui déchire le pays, la crise alimentaire s'aggrave avec 5,1 millions de Sud-Soudanais en besoin alimentaire et 1,5 million d'autres au bord de la famine, a déploré, lors de la même session, la responsable onusienne Ursula Mueller. Le pays s'est enfoncé en décembre 2013 dans une guerre civile qui a fait des dizaines de milliers de morts, près de quatre millions de déplacés et provoqué une crise humanitaire catastrophique. Depuis, de nombreux cessez-le-feu ont déjà été signés, sans jamais être respectés.

Zimbabwe

Les élections présidentielle et législatives prévues cette année au Zimbabwe devraient être organisées « avant juillet », a annoncé le nouveau président du pays, Emmerson Mnangagwa, lors du Forum économique mondial de Davos (Suisse). La date des élections sera annoncée le mois prochain par celui qui a succédé, en novembre, à Robert Mugabe. Il promet des élections libres, justes, crédibles et transparentes, entachées d'aucune violence. Les précédentes élections au Zimbabwe sous l'ère Mugabe ont été le théâtre de fraudes et de nombreuses violences. En 2008, le chef de l'opposition, Morgan Tsvangirai, arrivé en tête du premier tour de la présidentielle, s'était même retiré de la course en raison des violences visant ses partisans.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

ÉDUCATION

L'Unesco souligne la baisse de performances d'apprentissage

Le faible taux de scolarisation des enfants et des jeunes dans le monde a été dévoilé, le 25 janvier, dans le rapport mondial de suivi sur l'éducation 2017-2018, sur le thème « Rendre des comptes en matière d'éducation : tenir nos engagements », présenté par le Pr Samuel Maweté, de la chaire Unesco.

Le Pr Samuel Maweté a indiqué que plus de deux cents millions d'enfants et jeunes sont analphabètes. Le constat a montré également la sous-performance d'apprentissage et bien d'autres faiblesses. Au Congo, le lancement officiel du rapport mondial de suivi sur l'éducation a été fait par le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, en présence de la représentante de l'Unesco, Ana Elisa de Santana Afonso, et ses collègues des bureaux Unesco venus de la République démocratique du Congo, du Gabon et du Burundi ainsi



L'assistance lors de l'ouverture de l'atelier de lancement du rapport

que les membres du gouvernement. Le rapport mondial de suivi sur l'éducation est publié chaque année par l'Unesco afin de servir la communauté internationale. Il est un outil de plaidoyer et de suivi indispensable pour assurer la prestation d'une éducation de qualité et d'un apprentissage tout au long

de la vie pour tous. L'objectif est d'éclairer les décideurs sur les différentes manières de rendre des comptes en fonction du contexte ainsi que sur les avantages et inconvénients de chaque méthode. Il permet de partager les principales recommandations qui y sont formulées et de faire connaître le rapport

mondial de suivi aux acteurs de l'éducation. Cet outil vise aussi à renforcer la reddition de comptes, améliorer l'efficacité des systèmes éducatifs en Afrique centrale et à engager un dialogue régional pour identifier les options et les approches entre les partenaires. La représentante de l'Unesco au Congo, Ana

Elisa de Santana Afonso, a souligné dans son mot de circonstance l'importance du rapport mondial de suivi sur l'éducation 2017-2018. « Il couvre les questions de responsabilité, transparence et examine les approches et les politiques d'obligation redditionnelle les plus couramment appliquées dans l'éducation ainsi que leur contribution potentielle aux objectifs de développement durable, qui sont d'améliorer l'accès, la qualité et l'équité de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous », a-t-elle indiqué. Le ministre Bruno Jean Richard Itoua, dans son allocution, a rappelé les efforts de l'Unesco au Congo. Selon lui, l'organisation s'emploie à faire aboutir la mise en œuvre d'une stratégie sectorielle de l'éducation, sensibiliser et informer toutes les parties, acteurs en vue d'obtenir leur adhésion aux activités éducatives.

Lydie Gisèle Oko

MALI

Le Conseil de sécurité de l'ONU hausse le ton contre les autorités

Les membres de l'organe onusien ont exprimé, le 24 janvier, un sentiment d'impatience face aux retards persistants dans la mise en œuvre des principales dispositions de l'Accord sur la paix et la réconciliation dans le pays.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil de sécurité ont rappelé qu'ils ont entendu, le 23 janvier, un exposé du se-

crétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, sur la situation au Mali. « Les parties maliennes ont pris des engagements récents importants, ce que nous saluons », a déclaré François Delattre, représentant français à l'ONU. « Il faut maintenant traduire ces paroles en acte. Et à défaut, le Conseil devra prendre ses responsabilités, y compris en utilisant l'outil des sanctions tel qu'il

est prévu par la résolution 2374. », a-t-il ajouté.

Les membres du Conseil ont souligné, en plus, « la nécessité urgente d'apporter des dividendes de paix tangibles et visibles à la population du nord et d'autres parties du Mali afin de préserver la pertinence de l'Accord et d'empêcher que les gains obtenus ne soient éventuellement inversés ».

Ils ont affirmé combien il était important de réaliser

des progrès substantiels avant les élections, et que toutes les parties à l'Accord partagent la responsabilité de faire des progrès dans sa mise en œuvre.

Le Conseil de sécurité s'est félicité de l'engagement renouvelé du gouvernement malien et des groupes armés de la Plateforme et de la Coordination à mettre en œuvre rapidement toutes leurs obligations inscrites dans l'accord

d'ici à mars avec l'adoption d'un calendrier révisé lors de la dernière réunion du Comité de suivi de l'accord organisée à Bamako, les 15 et 16 janvier. Les membres du Conseil de sécurité ont relevé dans ce contexte l'importance de prendre des mesures immédiates et concrètes pour appliquer pleinement et rapidement les principales dispositions de l'Accord.

Yvette Reine Nzaba



SALARIÉS

Début des cours de la promotion 2018 -2019 au cours du soir à la fin du mois de janvier 2018 en :

- 3^{ème} année bachelor ;
- Masters (MBA, MRH, MCG, MQHSE, MMO, MCLS, ...).

Diplômes français

NB : Dernières inscriptions avant la clôture définitive.

Tel : 06 638 85 87 ; 04 43 148 27 E-mails : escicinfo2013@gmail.com / escicinfo2013@escic-cg.com ; Site : www.escic-cg.com

FORUM ÉCONOMIQUE DE DAVOS

Emmanuel Macron : «France is back»

Dans son discours face aux décideurs politiques et à l'élite des affaires de la planète, le président français a déclaré : «France is back», la France est de retour, alternant l'anglais et le français pour montrer son ouverture au monde, et pour mieux faire comprendre sa vision d'un monde multilatéral.



Le président français a expliqué la crise de confiance que traverse la mondialisation auprès des peuples, convaincu que «sans des changements structurels, les extrémismes gagneront dans dix ou quinze ans dans tous les pays», plaidant pour «un nouveau contrat mondial», et expliquant que «sans l'établissement d'un standard de coopération internationale, jamais nous n'arriverons à convaincre la classe laborieuse que la mondialisation est bonne pour elle». Il a réclamé une mondialisation plus équilibrée. En avocat du nouvel «esprit de conquête» de la France, Emmanuel Macron a

expliqué que beaucoup de citoyens rejettent la mondialisation, aussi à cause de la perte du lien entre le progrès économique et la justice sociale, soulignant «les contradictions du capitalisme mondialisé et le malaise qui en est sorti». Il propose une nouvelle vision pour le monde de demain, une vision politique et économique, mieux organisée.

Emmanuel Macron et les engagements vertueux

Le président français veut croire à des engagements vertueux du secteur privé, qui doit «investir dans les biens

communs, l'environnement ou encore l'éducation», rappelant que la «croissance économique ne constitue pas une fin en soi mais un moyen pour refuser les inégalités et protéger les biens communs».

Pour Emmanuel Macron, trois défis majeurs doivent être relevés : l'accroissement des inégalités ; la lutte contre le dérèglement climatique et l'érosion de la biodiversité ; la gouvernance mondiale face à la montée des nationalismes et les extrémismes.

Il a invité les deux leaders mondiaux, les Etats-Unis et la Chine, à rejoindre le reste du monde, conscient que sans ces deux Etats, «il ne peut y avoir de mondialisation». Le président français a aussi défendu ses réformes en France, appelant à un changement de culture et promouvant ceux qui prennent des risques.

Le Forum économique de Davos est un rendez-vous annuel incontournable du ghotu de la politique ainsi que de l'économie et des affaires de la planète.

Noël Ndong

NIGERIA

Olusegun Obasanjo recommande au chef de l'Etat de « se reposer »

Alors que de plus en plus de voix s'élèvent pour apporter leur soutien à une future candidature de l'actuel président de la République à sa propre succession, l'ancien président du pays, Olusegun Obasanjo, l'a appelé à ne pas se présenter en 2019.

Olusegun Obasanjo a justifié sa prise de position dans une tribune publiée par plusieurs journaux nigériens, estimant que le mandat de l'actuel président du Nigeria a été marqué par de « pauvres performances ». Pour lui, la présidence de ce dernier n'est pas bénéfique à l'économie du pays. « Pauvreté, insécurité, mauvaise gestion économique, népotisme » et d'autres manquements ont dominé le pouvoir de Muhammadu Buhari, a fait remarquer l'ancien président du Nigeria.

« Je pensais qu'il ferait appel à des Nigériens qui pourraient l'aider (...) car l'économie n'obéit pas aux ordres militaires », a raisonné Olusegun Obasanjo, qui faisait allusion à la réputation intransigeante de Muhammadu Buhari, un ancien général comme lui-même. Le président doit « se reposer » à la fin de son mandat en cours, a-t-il lancé. « J'ai voté pour lui », a rappelé Olusegun Obasanjo, évoquant la « faible connaissance de Muhammadu Buhari pour les questions économiques ».

Le Nigeria a connu en 2016 la pire récession économique de son histoire moderne. Il a perdu sa place de première économie d'Afrique. L'année dernière, Muhammadu Buhari, âgé de 75 ans, a passé trois mois à Londres, où il se faisait soigner d'une maladie non dévoilée. Il a été élu en mai 2015. Quant à Olusegun Obasanjo, qui a dirigé le Nigeria de 1976 à 1979, puis de 1999 à 2007, il conserve encore un poids important sur la scène politique locale.

Nestor N'Gampoula

11H
MARIAGE À LIBREVILLE

19H
NUIT DE NOCES À BAMAKO

Air Côte d'Ivoire
Notre plus beau voyage, c'est vous

aircoteivoire.com

Mariée à 11h à Libreville, elle se retrouve à 19h à Bamako pour sa nuit de noces. Tourisme, amour, affaires... Chaque jour a son histoire sur Air Côte d'Ivoire. Avec plus de 300 vols par semaine, ralliez en toute simplicité 25 villes d'Afrique de l'ouest et du centre.



PARTI POUR L'ACTION DE LA RÉPUBLIQUEMÂ (P.A.R)

Les idées novatrices du président Anguios Nganguia Engambé, pour la modernisation de l'avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba

Après une longue absence de la République du Congo, du 19 septembre au 15 octobre 2016, le président Anguios Nganguia Engambé sort de sa réserve et propose de construire l'avenir de la République par des idées novatrices.



Jean Dominique Okemba

Ancien candidat aux élections présidentielles du 12 juillet 2009 et du 20 mars 2016, Anguios Nganguia Engambé, président du PAR, lance un appel à tous les cadres et habitants du quartier 67 Talangai, le Vatican et surtout à ceux qui croient en ses idées innovantes qui se trouvent dans son projet de société, qu'il pense réaliser à court et moyen terme, de se mobiliser pour faire de l'avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba, la plus belle avenue de la République du Congo. Il prévoit de mobiliser les fonds grâce à ses amis européens et américains, aux cadres du quartier 67, aux associations qui veulent l'accompagner dans la réalisation de ses idées dont Oboro Association Résidences et Appartements de Famille Nganguia Engambé Anguios (OARAFNEA), aux sympathisants et amis de bonne volonté pour créer des emplois en faveur des jeunes et des seniors, pour une auto-prise en charge. La construction de l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba, au quartier 67 Talangai, le Vatican, se fera par les actions suivantes:

- 1-Créer des arrêts de bus et de taxis-bus qui porteront les noms his-

toriques des habitants, après une étude de faisabilité des itinéraires du palais résidentiel du résident Anguios Nganguia Engambé à la mairie de Talangai, de la mairie de Talangai au viaduc, au prix de 100 francs CFA le trajet les arrêts seront, dans un premier temps cités comme suit:

- Arrêt du palais résidentiel du président Anguios Nganguia Engambé;
- Arrêt vice-amiral Jean-Dominique-Okemba;
- Arrêt viaduc;



Anguios Nganguia-Engambé

- Arrêt hôtel de référence de Talangai;
- Arrêt mairie de Talangai;
- 4-Créer des taxiphones identiques et des itinéraires de taxis-bus au prix de 500 Francs CFA la course;
- 5-Créer des locales poubelles;
- 6-Couvrir les caniveaux et refaire toutes les installations électriques de la SNE appelées branchements aériens et les trans-

- former en branchements souterrains;
 - 7-Créer les locaux de ménage;
 - 8- Construire des appartements à usage d'habitations, meublés et équipés, pour des vacances ou des séjours saisonniers;
 - 9- Mettre des plaques numérotées modernes devant chaque domicile de l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba;
 - 10-Créer des petits commerces tout le long de l'Avenue amiral Jean-Dominique-Okemba, avec un budget d'autofinancement de 100.000 francs CFA par domicile qui accepte ces idées novatrices, pour permettre d'avoir le budget d'entretien des devantures des parcelles sur l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba, soit un budget de 100.000.000 francs CFA;
 - 11-Créer des services d'entretien de l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba et faire de cette avenue chaque samedi de la fin du mois une avenue vivante de 18h30 à l'aube;
 - 15- Appliquer des règles de l'urbanisme pour toute construction sur l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba.
 - 16-Créer un service de surveillance et de gardiennage sur l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba.
 - 17-Mettre les agents d'évaluations de prestation de services pour le contrôle de l'autofinancement attribué sur l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba;
 - 18- Mettre les lampadaires modernes sur l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba;
 - 19- Mettre les garde-fous par parcelle sur l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba;
 - 20- Construire les boîtes aux lettres sur l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba;
 - 21- Construire une maison de la presse sur l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba;
 - 22- Construire un salon de thé appelé Café Contact du Savoir-faire et de la Culture sur l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba;
 - 23- Faire un plan des parcelles et adresses de l'Avenue vice-amiral Jean-Dominique-Okemba.
- Ce sont là les idées novatrices conçues par le président Anguios Nganguia Engambé durant tous ses voyages dans le monde entier, de 1990 à nos jours.

**Anguios Nganguia Engambé
président du PAR**

**OBORO ASSOCIATION
RÉSIDENCES ET APPARTEMENTS
DE FAMILLE
NGANGUIA ENGAMBE ANGUIOS**

**VOUS AVEZ
LE POUVOIR
DE GARDER
VOTRE
AVENUE PROPRE
L'AVENUE
JEAN-DOMINIQUE-OKEMBA
N'EST PAS UNE POUBELLE**

**LES SAMEDIS
DE L'AVENUE
JEAN-DOMINIQUE-OKEMBA**

**OBORO ASSOCIATION
RÉSIDENCES ET APPARTEMENTS DE FAMILLE
NGANGUIA ENGAMBE ANGUIOS**

**Vous reçoit tous les samedis
du mois d'août de chaque année
de 15h à 19h**

**au n°130 de l'avenue Jean-Dominique-Okemba
Talangai-Brazzaville**

**REMISE DES DOCUMENTS HISTORIQUES,
CADEAUX ET LIBRE CONSOMMATION
DE 300 F CFA
TOUTES CONSOMMATIONS CONFONDUES**

**PROMENADE SUR L'AVENUE
JEAN-DOMINIQUE-OKEMBA
ET LES LIEUX HISTORIQUES DE LA
CAPITALE DANS LE PETIT TRAIN
ET LE MINI BUS**

CEA

L'Afrique connaîtra une croissance de 3,5% en 2018

L'Afrique devrait connaître une croissance de 3,5% en 2018, soit une augmentation de 0,3% par rapport à 2017, a annoncé jeudi Vera Songwe, secrétaire générale de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), lors du 30e sommet de l'Union africaine (UA) qui se tient à Addis Abeba, en Ethiopie.

La croissance économique du continent serait soutenue par le renforcement de la demande extérieure et une hausse modérée des prix des matières premières, a-t-elle indiqué. Selon Mme Songwe, «l'amélioration de la croissance sera également soutenue par des conditions intérieures plus favorables, notamment la restauration de la production pétrolière dans plusieurs pays et la reprise attendue en 2018 et 2019 de grandes économies comme l'Egypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud». Cependant, elle a admis que la croissance

économique ne sera pas suffisante pour la population croissante du continent de plus d'un milliard, dont 70% sont classés dans le groupe des jeunes.

«Ajustant pour la croissance de la population, la croissance économique projetée reste insuffisante pour l'Afrique à faire des progrès significatifs vers les Objectifs de développement durable (ODD), l'éradication de la pauvreté et de la faim», a déclaré Mme Songwe. Néanmoins, la CEA prévoit que la reprise de la croissance économique devrait se poursuivre pendant un certain temps avec une croissance économique de 3,7% attendue en 2019.

Les ODD sont un ensemble de buts, d'objectifs et d'indicateurs que les Etats membres de l'ONU devront utiliser pour définir leurs programmes et politiques politiques jusqu'en 2030. Ils ont été adoptés lors de la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2015.

La Chine souhaite que les autres pays profitent de son développement

La Chine souhaite voir les autres pays profiter de son développement rapide, tout en défendant fermement ses droits et intérêts, a annoncé jeudi une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Des médias ont rapporté que certains responsables américains avaient indiqué que la Chine ne s'était pas suffisamment efforcée de promouvoir le libre-échange, et s'était, en réalité, livrée à un protectionnisme extrême.

La porte-parole Hua Chunying a indiqué que le monde entier savait quel pays promouvait en réalité le protectionnisme, tout en mettant l'accent sur son propre intérêt national et en recourant au «chacun pour soi».

Les dirigeants chinois ont maintes fois indiqué que la Chine ne fermerait jamais sa porte au

reste du monde, a rappelé Mme Hua, ajoutant que le pays avait pris des mesures pratiques pour atténuer le contrôle sur l'accès à son marché financier à la fin de l'année dernière.

Le haut responsable chinois, Liu He, qui a récemment assisté à la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, a également exprimé la détermination de la Chine à poursuivre son ouverture et à sauvegarder le multilatéralisme et le système commercial multilatéral, a rappelé Mme Hua.

M. Liu est membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois et directeur de la Direction générale du Groupe dirigeant central pour les affaires financières et économiques.

Source : Xinhua

CÔTE D'IVOIRE

La production d'or en hausse de 2,15%

La production d'or en Côte d'Ivoire est passée de 12 tonnes en 2011 à 25 tonnes en 2017, soit une hausse de 2,15%, a annoncé le 24 janvier à Abidjan le porte-parole du gouvernement, Bruno Koné.

Lors d'un point de presse à l'issue d'un conseil des ministres, M. Koné a indiqué que «la production d'or de la Côte d'Ivoire a doublé entre 2011 et 2017». Le secteur minier dans son ensemble a généré en 2017 un chiffre d'affaires de 539 milliards de francs CFA contre 483 milliards de francs CFA en 2016, soit une hausse d'environ 12%. Ce secteur a contribué à hauteur de 56,4 milliards de francs CFA aux recettes fiscales en 2017.

Selon le porte-parole, le secteur minier totalise près de 44 000 emplois fin

2017 contre 33 000 en 2016, soit une progression de 33%.

En 2017, le gouvernement ivoirien a délivré vingt-neuf permis de recherches à des entreprises minières, portant le nombre total de permis de recherches à cent soixante-quatre sur l'ensemble du territoire national.

Le porte-parole du gouvernement a relevé un «potentiel important» et annoncé de meilleures perspectives pour le secteur minier avec le lancement de grands projets miniers, la construction de nouvelles mines d'or, de nickel, de bauxite et de fer.

«Tout cela permettra à la Côte d'Ivoire de figurer dans les prochaines années parmi les pays les plus importants du continent en matière de production de minerais», a fait savoir M. Koné.

Source : Xinhua

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Belgique)

Belgique, 23^e journée, 1^{re} division

Sylver Ganvoula a débuté sur le banc lors de la réception de Waasland-Beveren. Anderlecht, qui a manqué un penalty à la 93^e, a été mené au score à deux reprises, mais arrache le nul final (2-2). Entré à 81^e, Ganvoula n'a pas forcément marqué de points, mais pourrait bénéficier de la mauvaise prestation du Polonais Teodorczyk. Et être titularisé, dimanche, sur la pelouse du Standard de Liège.

Le nul des Mauves profite à Charleroi, qui conserve ainsi sa 2^e place, malgré son revers à Eupen (0-1). Une défaite précipitée par un but contre son camp de Francis N'Ganga : sous la pression d'Ocansey, il dévie un centre de Koné dans ses propres filets. A la 88^e, il tente d'égaliser, mais sa frappe est sortie du cadre par Van Combrugge, le gardien adverse.

Mardi soir, Zulte-Waregem avait pris trois précieux points face au Standard de Liège (2-1). Avec Marvin Baudry titulaire dans l'axe.

Camille Delourme

VERNISSAGE

Punch Mak valorise son talent

L'exposition de l'artiste, ouverte le 11 janvier à l'Institut français du Congo de Brazzaville, prendra fin le 30 janvier.

L'exposition, dénommée « Source de lumière », est l'introduction de la tournée internationale de Punch Mak qui se présente sous différents chapitres dont le premier aura lieu aux ateliers Sahn, au mois de mars. « C'est une installation d'arts contemporains d'abord, c'est un travail qui est différent de celui sur la toile », a indiqué l'artiste. Le thème « Source de lumière » n'est autre que l'éveil de conscience. « Les gens doivent s'éveiller, on doit quitter le négatif vers le positif. On ne peut par-



Des moustiquaires et ampoules électriques dans le hall de l'Institut français du Congo

ler du développement sans l'éveil », a-t-il expliqué.

Creusant un peu plus profondément sur son thème, Punch Mak se rend compte qu'il y a tellement des secteurs à toucher, notamment le spirituel, le social, etc. « Je me sens obligé de faire une tournée internationale sinon ce serait égoïste de ma part. », a-t-il dit. Des ampoules électriques allumées sous les moustiquaires installées en hauteur dans le hall de l'Institut français du Congo ont une signification particulière. Pour l'artiste, la moustiquaire symbolise le sommeil, l'ampoule allumée signifie l'éveil.

L'image de la femme nue éblouie par la lumière sous la moustiquaire explique

une certaine idée de la nuit. « Cette femme dans ma tête n'est pas nue, il faut voir le contexte dans lequel elle se trouve. Je peins beaucoup plus la femme pour le respect que j'ai pour elle, mais il m'arrive aussi de peindre les hommes », a-t-il signifié.

Formé en peinture à l'atelier collectif clef, Punch Mak, de son vrai nom Punch Caprice Makouangou Mantsounga, est un adepte du clair-obscur dont il fait usage par l'acrylique ou l'aquarelle. Sa rencontre avec le centre transcende son style à travers le collage des moustiquaires dont il se sert désormais pour transposer ses idées. Punch Mark évolue au sein des ateliers Sahn depuis 2015.

Rosalie Bindika

PARLEMENT

La session ordinaire administrative s'ouvrira le 1^{er} février

La conférence des présidents des deux chambres, tenue le 25 janvier à Brazzaville, a retenu onze affaires au Sénat et dix à l'Assemblée nationale, au titre des prochaines assises.

Parmi les affaires inscrites au menu de la prochaine session, il y a le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre les gouvernements du Congo et de France, relatif aux services aériens, et celui fixant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature; le projet de loi organique portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, et celui déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap.

Il y a aussi le projet de loi portant attributions, organisation et fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme, et celui fixant

les conditions et les modalités de l'assistance de l'Etat aux ressortissants congolais poursuivis devant les juridictions étrangères ou internationales. Les élus du peuple vont également plancher sur les projets de loi organique portant organisation, composition et fonctionnement du Conseil économique, social et environnemental, autorisant la ratification de l'accord de don entre la République du Congo et la Banque mondiale pour le financement du projet forêt et diversification économique, et celui autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de police criminelle entre les Etats de l'Afrique centrale.

À ces projets de loi, il faut ajouter les questions d'actualité ainsi que les séances des questions orales au gouvernement avec débat. Rappelons que ces conférences des présidents qui se tiennent avant l'ouverture de chaque session



La façade principale du Palais des congrès des prochaines rencontres.

ont pour objectif de faire le point des sessions passées et de fixer le calendrier des affaires qui seront débattues au cours

Jean Jacques Koumba

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

EDUCATION

Le PAM à la rescousse des enfants autochtones

L'agence onusienne a apporté un appui nutritionnel aux écoles dont l'apprentissage se fonde sur la méthode ORA (observer, réagir action), a indiqué, le 25 janvier à Brazzaville, la présidente du Collectif Baaka pour le progrès et coordonnatrice de ces écoles, Melaine Rita Ngokia.

La présidente du Collectif Baaka pour le progrès (CBP) a dressé le bilan à mi-parcours du fonctionnement des écoles ORA, construites dans les départements de la Sangha et de la Likouala au profit des enfants autochtones et bantous délaissés. Elle s'est félicitée de l'apport du Programme alimentaire mondial (PAM) qui a ouvert dix-sept cantines scolaires sur les dix-neuf écoles au total. Ces cantines scolaires attirent davantage d'élèves et encouragent les ménages pauvres à envoyer ainsi qu'à maintenir leurs enfants à l'école. Sur le plan pédagogique, courant l'an 2017, Melaine Rita Ngokia a réussi à organiser un séminaire de renforcement des capacités des animateurs de ces établissements dans la Sangha. L'ONG CBP a également ouvert un centre de formation artisanal

pour valoriser les produits forestiers non ligneux et réalise un projet apiculture en milieu autochtone pour une initiation à la lutte contre l'oïdium. Afin de reconforter les familles autochtones, l'œuvre socio-sanitaire de cette organisation consiste à prendre en charge les soins des malades hospitalisés.

Rappelons que pour sauver les enfants de l'analphabétisme, l'expérimentation des écoles ORA a été lancée par la Fondation Frédéric pour assistance aux enfants bambédjélé et le CBP, deux ONG locales, au regard de l'abandon de ces enfants par les parents et de l'éloignement des écoles primaires.

Dans les départements de la Sangha et la Likouala, les écoles primaires construites par l'Etat, il y a des décennies, sont actuellement éloignées de certains villages qui ont connu une véritable explosion démographique. Le cas du village Matoto qui, sans école primaire, regorge à lui seul plus de deux cents enfants bantus et autochtones, bénéficiant d'un enseignement scolaire élémentaire.

Fortuné Ibara

AVIS DE RECRUTEMENT

PwC Congo recrute un auditeur interne (H/F). Vous prendrez en charge, sous la supervision d'un associé, la réalisation d'un programme de travail couvrant les risques clefs de l'activité.

Diplômé d'un bac +5 en gestion, finance, audit ou assimilé, vous êtes débutant ou titulaire d'une première expérience d'un ou deux ans en cabinet ou en entreprise. Rigoureux, motivé et autonome, vous êtes disponible pour des fréquents déplacements à l'étranger. Anglais courant démontré impératif.

Envoyer CV et lettre de motivation uniquement par mail : recrutement.auditeur.interne@gmail.com

AVIS DE VENTE

10 terrains à vendre à Mengo péage/
Zone industrielle à 100 mètres du
goudron, clôturés.
TF: 36164

TF: 36020
Prix: 60.000.000FCFA
Tél: 05 681 31 32 / 06 667 10 30

COMMUNIQUÉ

La Maison de santé et d'accompagnement Aloha Congo, tenue par l'Association congolaise accompagner (A.C.A), vous annonce le lancement de sa promotion d'ouverture allant du lundi 22 janvier au mercredi 31 janvier 2018.

La goutte épaisse, la glycémie, la prise de tension ainsi que le déparasitage vous sont offerts gratuitement !

La maison médicale Aloha Congo est située au n°2 de la rue M'pangala à Mougali, plus précisément à l'arrêt SGEN. Vous pouvez les joindre au 22 613 70 25 ou au 06 988 92 93.

NÉCROLOGIE



MM. Wilson Gakosso Letcho, Gustave Koua, Isaac Gakosso, Daniel Kiba, Gotène-Goth Endzongo, Mme Henriette Tsama Gambomi, Jeanne Ngouandé et famille ont la profonde douleur d'informer les parents, ami(e)s et connaissances, du décès de leur bien-aimé, père, oncle et frère, le nommé Emmanuel Gakosso, «Tout bouge» pour les intimes, survenu ce dimanche 14 janvier 2018 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 30 de la rue Congo Texaco (vers Papa Gâteau). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

M. Yannick Mbouma et la grande famille Etokabeka ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de la veuve Etokabeka née Caroline Tsono, survenu le 21 janvier 2018 à Brazzaville. La veillée mortuaire a lieu au 54 de la rue Mbakas à Poto-Poto. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Le Directeur de l'administration et des ressources humaines de la présidence de la République a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la présidence de la République du décès de M. Bienvenu Elenga, survenu le 18 janvier 2018. La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt, sis non loin du poste de péage de Kintélé. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement. Le Directeur de l'administration et des ressources humaines présente ses condoléances les plus émuës à la famille éplorée.



Le sergent chef Ghislain Kevin Engambé a le profond regret d'informer les parents, amis, connaissances et les frères d'armes du décès de son grand frère Damase Mbossa, commandant à la Garde républicaine, survenu le 20 janvier 2018 à Brazzaville. La veillée se tient au croisement de la rue Sangha et l'avenue vice amiral Jean-Dominique-Okemba à Talangaï. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

ASSAINISSEMENT

Collinet Makosso souligne la portée du programme «Averda va à l'école»

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation a demandé, lors du lancement officiel de la campagne de sensibilisation, aux directeurs départementaux de son sous-secteur de l'éducation ainsi qu'aux chefs d'établissements concernés, de favoriser la réussite de cette opération.

La société CES Averda (Congo Environment Service) a lancé récemment un programme de sensibilisation des jeunes scolarisés au respect de l'environnement dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire et Oyo. En effet, cette opération de six mois démarrera officiellement le 15 février, à l'Institut des jeunes sourds de Brazzaville. Selon le ministre Anatole Collinet Makosso, la campagne de sensibilisation « Averda va à l'école » est la bienvenue en milieu scolaire



Le ministre Anatole Collinet Makosso s'exprimant lors de la cérémonie du lancement du programme Adiac

car elle présente un portrait environnemental, sanitaire et éducatif important en faveur des écoles et villes concernées. « Cette campagne revêt une

portée socioculturelle et artistique indispensable à l'épanouissement psychologique et au développement personnel des apprenants. Compte tenu de son impor-

tance en milieu scolaire, les élèves, ainsi que leurs représentants, sont appelés, en dehors des heures de cours, à y participer dans l'ordre et la discipline », a invité le ministre.

Il s'est félicité d'avance du déploiement prochain des femmes et des hommes d'Averda dans les établissements scolaires des cycles primaire et secondaire pendant plusieurs semaines. Lourde de sens, l'opération « Averda va à l'école », a-t-il rappelé, invite les différents acteurs à garder l'école et la ville propres par la bonne gestion des déchets et à éviter désormais que les écoles deviennent des dépotoirs, des décharges publiques.

« Garder l'école et la ville propres veut dire observer les règles d'hygiène environnementale et corporelle, bien gérer les déchets, faire régulièrement la salubrité et conserver un environ-

nement propre. Cela veut aussi dire ne jamais mettre sous terre les ordures, ni les laisser à l'air libre, ni les jeter dans la cour ou dans un coin de l'école, dans un caniveau, dans une rivière ou sous un arbre, mais les déposer dans un bac à ordures Averda ou une poubelle appropriée », a précisé Anatole Collinet Makosso.

Outre le déploiement de son personnel, la société CES Averda a prévu également de faire des dons des bacs à ordures dans chaque établissement pendant le déroulement de cette campagne. Une initiative salubre pour le ministre qui pense qu'à côté de la leçon liée à la matière étudiée, les enfants doivent apprendre comment vivre en harmonie avec leur milieu et leur environnement, le transformer et le développer selon les règles établies par la société.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ

L'hôpital de Talangai évalue ses performances en offre de soins

Les chefs de services administratif, clinique, médico-technique et d'autres responsables de la structure hospitalière prennent part à une revue annuelle visant à faire le point de l'année 2017 et la projection de 2018 qui vient de commencer.



Les participants à la revue annuelle de l'hôpital de référence de Talangai/credit Adiac

« Il est tout à fait normal que l'on s'arrête pour évaluer le plan opérationnel mis en œuvre, identifier les goulots d'étranglement, corriger les faiblesses et améliorer l'offre de santé », a indiqué le directeur général de l'hôpital de référence de Talangai, Raphaël Isoibeka, à l'ouverture de la revue annuelle le 25 janvier, à Brazzaville, en présence notamment du maire du sixième arrondissement, Privat Ndéké. Ce dernier a ouvert les travaux en sa qualité de président du comité de gestion dudit hôpital. Evoquant les termes de référence

autour desquels s'articuleront les échanges pendant cette revue, le chef des Affaires médicales, Edith Sophie Kombo Bayonne, a souligné que le plan de travail annuel 2018 budgétisé sera élaboré à l'occasion. « Le bilan des résultats de 2017 sera fait en les comparant à ceux de 2016 selon les services cliniques ou médico-techniques. Le travail consistera aussi à identifier les problèmes, leurs causes, leurs conséquences qui ont limité les atteintes des objectifs fixés et les dysfonctionnements dans la mise en œuvre des activités », a-t-elle ajouté. Le président du comité de ges-

tion de l'hôpital de Talangai a rappelé le contexte économique difficile dans lequel l'action en cours d'analyse a été menée. L'insuffisance des ressources financières, selon lui, a constitué l'un des goulots d'étranglement pour l'atteinte des résultats durant l'année écoulée. Mais, selon Privat Ndéké, répondre au besoin social est plus important. « Je vous exhorte à mener des actions au bénéfice de la population », a-t-il dit. Les conclusions de cette revue annuelle seront rendues publiques ce 26 janvier, date de clôture des travaux.

Rominique Makaya

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Florent Ntsiba reçoit le rapport de l'ex-Maison militaire

Le document a été remis au directeur de cabinet du chef de l'Etat, le 25 janvier à Brazzaville, par le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Baptiste Ondaye. Il fait l'état des lieux du personnel et de la logistique de l'ancienne structure.

Elaboré par une commission spéciale, le rapport transmis au directeur de cabinet du chef de l'Etat a pris en compte cinq axes principaux, dont les plus essentiels concernaient le personnel et la logistique. En ce qui concerne le personnel, le texte a relevé que la Maison militaire du président de la République, créée en 1998, comptait officiellement deux cent un agents. Ceux-ci, dont douze sont déjà admis à la retraite,

logistique, la commission a fait le point du matériel technique, des véhicules et des infrastructures dont certaines seront rétrocédées aux administrations concernées. C'est notamment le cas des locaux de l'ancienne Radio-Congo. Recevant le rapport, le ministre d'Etat, directeur de cabinet du président de la République, a tout de même reconnu et salué les loyaux services que cette structure a rendus à la nation. « La décision mettant fin aux activités de cette structure ne traduit nullement un quelconque désaveu graduel ou fantaisiste de celle-ci et de ses animateurs. Bien au contraire, la Maison militaire a vécu et rendu de bons et loyaux services. Elle a accompli avec beaucoup de compétence et



Florent Ntsiba (à gauche) recevant le rapport de la commission des mains de Jean-Baptiste Ondaye/Adiac

provenaient des ministères de la Fonction publique, de la Défense nationale et de l'intérieur ; du commandement de la Garde républicaine ; de la direction de la sécurité présidentielle. Ils seront renvoyés dans leurs administrations d'origine. S'agissant de la

de technicité les missions qui lui étaient dévolues. J'accuse solennellement réception des différents effets qui m'ont été remis ce jour et rendrai compte au chef de l'Etat », a conclu Florent Ntsiba.

Firmin Oyé

ZONE CÉMAC

La BDEAC octroie 33 milliards FCFA pour financer les projets

L'institution devrait financer cinq grands projets cette année, pour faciliter la diversification économique de ses Etats membres.

Au cours de son conseil d'administration ordinaire exercice 2018, tenu le 24 janvier à son siège, à Brazzaville, la Banque de développement des Etats d'Afrique centrale (BDEAC) a approuvé le décaissement des fonds destinés aux projets s'inscrivant dans le programme stratégique 2017-2022, l'élargissement de la palette de ses outils d'intervention pour le soutien au secteur privé, y compris le financement des projets intégrateurs d'envergure.

Une bonne partie de ce financement est destinée à la construction d'une infrastructure de stockage des hydrocarbures à Libreville, au Gabon, dont la gestion est assurée par la société Gabon global logisitcs (GGL) pour un coût de vingt milliards F CFA. La banque devrait débloquer cinq milliards FCFA pour la réhabilitation et l'élargissement de la route nationale PK5-PK12, toujours à Libreville. La



Les administrateurs lors du conseil, le 24 janvier à Brazzaville

BDEAC va également financer d'autres projets créateurs d'emploi en Afrique centrale, à savoir la construction d'un complexe agro-industriel de palmiers à huile par la société palm d'Or en Centrafrique, à hauteur de 4,5 milliards FCFA ; la construction de la petite

centrale hydroélectrique de Mbakaou carrière au Cameroun, pour une enveloppe de huit cents millions F CFA; le projet de construction du centre hospitalier Mama Ban à Bata, en Guinée Equatoriale, estimé à 2,9 milliards F CFA. En dépit de la persistance des

effets de la chute brutale du prix du pétrole ainsi que les coûts économiques du maintien de la paix et de la sécurité dans la sous-région, l'institution financière sous-régionale pourrait mobiliser des ressources auprès des partenaires arabes. « Le conseil a

examiné et approuvé deux lignes de crédit auprès de la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique pour un montant total de trente-cinq millions de dollars, soit 23,8 milliards FCFA », a indiqué le président du conseil, Fortunato Ofa Mbo Nchama.

Cette manne financière ainsi obtenue va procurer à la BDEAC davantage de moyens pour financer les PME/PMI de la zone, surtout celles dont les activités portent sur l'agriculture, l'agro-industrie, la pêche, l'élevage, l'industrie et le commerce avec le monde arabe.

Notons que trois autres points liés à la performance de la banque ont également été traités lors du conseil : l'adoption du budget 2018 de l'institution, la réforme du statut de son personnel et la confirmation du Congolais Marcel Ondélé au poste de vice-président de la banque. En s'arrimant aux meilleures pratiques internationales en la matière, la BDEAC entend renforcer non seulement la motivation de son personnel mais aussi son attractivité par rapport au marché de l'emploi.

Fiacre Kombo

ENVIRONNEMENT

Des experts discutent sur la mise en oeuvre du plan climat

Des cadres de différents ministères concernés par la question se sont retrouvés, le 23 janvier à Brazzaville, au cours d'un atelier dit 'Facilité adapt action' avec la délégation des experts du groupe d'expertise de France et de l'Agence française de développement (AFD).

Plusieurs points ont fait l'objet des discussions, entre autres, la mise en œuvre de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) dans le secteur de l'utilisation des terres et de la forêt, le fonds bleu, son financement, son opérationnalisation ainsi que le fonds vert.

« Cette approche nous permet d'appréhender vos priorités, stratégies afin de voir ensemble comment nous devons pouvoir vous accompagner; appuyer au travers d'un instrument facilité adapt action. Cet instrument a la possibilité de vous apporter un soutien à la fois pour renforcer la coordination, la gouvernance diploma-

tique. Vous accompagner également dans les études de pré-faisabilité ou de faisabilité sur quelques projets sur lesquels nous pourrions intervenir dans la recherche de financement », a indiqué Lionel Cafferini, chef local de l'AFD.

Il a également fait savoir qu'une nouvelle stratégie climat développement a été adoptée en novembre dernier, pour la période 2017-2022. Cette stratégie représente trois enjeux principaux dont la recherche d'une grande sélectivité des

projets financiers, la maximisation de l'attaque de l'action en augmentant le volume de financement ; et le rôle de facilitateur dans la co-construction avec le pays d'intervention de la stratégie climat. L'objectif, a dit Lionel Cafferini, c'est

d'atteindre 50% de financement en 2020, ce qui représenterait cinq milliards de financement à l'horizon 2020. Il s'agit aussi de rechercher plus largement des effets d'entraînement en mobilisant les secteurs privés autour des projets financiers, et la société civile sur les actions qui s'inscrivent dans le cadre de politique publique et non des projets isolés ou individuels.

Ouvrant les travaux, Roger Mpan, directeur général de l'environnement et point focal de la convention de baie a espéré que « Les experts feront des contributions qui permettront d'atteindre l'objectif visé par l'AFD, notamment répondre à la demande du pays en développement en matière de soutien à la mise en œuvre de leur CDN pour le volet adaptation et, permettre la montée en puissance des investissements d'adaptation au changement climatique des pays volontaires ».

Rosalie Bindika



Roger Mpan et Lionel Cafferini à l'ouverture des travaux de l'atelier adapt action.

MOTS FLÉCHÉS N°162

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

HARMO- NIEUSE	BERCEAU DE BATEAU	EXPATRIA- TION	ÎLE DE TUNISIE	LE PREMIER CORDON À COUPER	COUVERTS DE MIE	ÉMANA- TION DE L'ONU
FONDANT	APPAREIL À PETIT ÉCRAN	PARTIE DE L'ŒIL	SOSIE NATUREL	ANCIENTE CAPITALE DE LA RFA	CHEVALIER SINGULIER	
MISE EN JEU				VENTILÉ		
BRIN LONG		ARTICLE ÉTRANGER	CREUSÉE			
		SE FANA	COLLÉE À LA POËLE			
BOLET			FILS D'ADAM		ABRÉVIA- TION À ROME	
NOURRIT L'OIE DE FORCE			POSSÈDENT		RELATIFS AU VENT	
		ANIMAL VOISIN DU PHOQUE				FIBRE TEXTILE
FEUILLE- TANT UN BOUQUIN			CLASSÉ DANS LES VERTS			
LAC ÉCOSSAIS			IMITER LA RAINETTE	GENDRE DE MAHOMET		LA PREMIÈRE FEMME DU MONDE
		IL ARRIVE À LA SUITE D'UN TIC		POUR LE CHANCEUX		
AVANT L'ÉGYPTÉ ACTUELLE	ÉLÉMENT D'UNE CHUTE		BUTTE			
	ABSOR- BENT					
		SALUT !			MILIEU AQUATIQUE	ON Y TRAVAILLE À LA CARTE
		HÉLÉ				
INCONTES- TABLE			ÉTAT BALTE			
PASCAL ABRÉGÉ			TOUT À FAIT TENDANCE			
		COURBÉS		CONTRI- BUTION		AVANCE D'ARGENT
		ONZE À LYON		ANCIEN ROYAUME ASIATIQUE		
ARPENT DE TERRE			EST- SUD-EST		NEPTU- NIUM	
CACHÉS			CLASSE- MENT		TIR PAR- DESSUS	
			ÉPREUVE À MOTO			BAS DE GAMME
			C'EST AVANT MIDI			
ENLEVÉE	ROI DE SHA- KESPEARE			ÉLEC- TRODE POSITIVE		
		C'EST BON !			TEL UN PIED DIFFORME	

SUDOKU N°162

>FACILE

	8	2				6	
		2		4		8	5
			9	8		1	2
	9		3	6		5	7
1	5						2
	6	7		1	2		4
4		8		9	5		
	7	1		3		2	
	3				7		8

>MOYEN

				5			
1		2		3	4	5	8
7				1	2	3	
	8	5			1	4	
				2			
			3	4			1
3	6	7	4				2
	2	4	1	9		6	5
				8			

>DIFFICILE

			1	9				6
5		6	1		7	9		
	3					1	2	
					2	4		
2	7			3			1	5
		9	6					
	1	5						7
		2	3		1	5		9
4					6	2		

MOTS CROISÉS N°162

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT

1. Portait autrefois un canotier. - 2. Rapidement parcourus. Demi-douzaine. - 3. Soirées modernes. Passe sous silence. - 4. Sensibilité du photographe. Qui dure un an. - 5. Carotte ou navet. - 6. Enfant de Virginie. Fis la peau douce. - 7. Personnel réfléchi. Envoi intramuros. Xénon du chimiste. - 8. À cet endroit. Symbole du titane. Il est doté de solides mâchoires. - 9. Affirmé à tort. Mieux vaut ne pas en manquer. - 10. Un homme à chercher en permanence des histoires.

>VERTICALEMENT

A. Celles-là n'ont aucun point commun. - B. Large ouverte au col. Permet la soudure. - C. Énormes dégâts. Fait face à La Rochelle. - D. On s'y rend difficilement à pied. Collège anglais. - E. Un mot qui ouvre bien des portes. Les archives de la télé. - F. Initiales pieuses. Scorpion d'eau. Infinitif. - G. Célèbre inconnu. Fleur de jachère. - H. Fils d'Abraham. Place de grève. - I. Monnaie du Cambodge. Orientait. - J. Restée en dehors.

MOTS À MOTS N°162

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- ① ROSE + LICE = C | | | | | | | |
- ② RADE + ECOT = | | | | A | | | | |
- ③ CERF + EPAR = | | | | | | | E

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°161

F	A	A	C	P	C
L	A	N	G	E	R
C	O	N	T	R	I
S	I	M	E	N	O
L	L	A	N	C	E
S	I	A	L	D	A
T	E	T	I	R	E
L	E	A	H	E	N
L	E	E	E	T	U
T	R	A	N	S	E
E	R	G	N	A	S
H	A	M	A	C	N
N	E	G	O	C	I
L	I	E	E	A	E
M	E	M	I	R	S
L	E	G	S	N	E

MOTS CROISÉS N°161

E	P	I	S	C	O	P	A	L	E
C	A	M	E	P	A	L	E	S	
H	I	P	S	E	R	I	N	E	
E	S	O	P	E	N	A			
L	T	A	M	I	S	E	R		
O	P	B	A	L	A	D	O		
N	O	N	S	T	O	P	U	S	
N	E	T	E	T	A	G	E	S	
E	G	O	S	E	P	A	L	E	
R	O	N	D	S	E	N	S	E	

SUDOKU N°161

6	2	7	3	1	8	4	5	9
4	3	1	9	5	6	8	2	7
5	8	9	7	2	4	6	3	1
2	1	6	5	3	9	7	8	4
9	4	3	6	8	7	2	1	5
8	7	5	2	4	1	3	9	6
3	9	2	4	7	5	1	6	8
7	6	8	1	9	3	5	4	2
1	5	4	8	6	2	9	7	3
7	8	4	3	2	9	6	1	5
5	2	9	1	4	6	8	7	3
3	1	6	5	8	7	2	4	9
2	6	8	4	3	5	7	9	1
9	3	7	2	6	1	4	5	8
1	4	5	7	9	8	3	6	2
4	7	3	9	5	2	1	8	6
8	5	2	6	1	4	9	3	7
6	9	1	8	7	3	5	2	4
1	5	2	9	4	7	3	6	8
4	7	3	8	6	5	1	2	9
9	6	8	2	3	1	5	7	4
2	1	9	6	7	8	4	5	3
6	3	4	1	5	9	2	8	7
5	8	7	4	2	3	6	9	1
7	2	1	5	8	4	9	3	6
3	9	5	7	1	6	8	4	2
8	4	6	3	9	2	7	1	5

MOTS À MOTS N°161

1/ RÉSOUDRE - 2/ THÉRAPIE - 3/ ÉNAMOURÉ.

CHAN MAROC 2018

Congo-Libye, une revanche à prendre pour les Diables rouges

Le duel qui opposera les deux nations, le 28 janvier, en quarts de finale, est une occasion pour les Congolais de remettre les pendules à l'heure. Lors de l'édition 2014, les Chevaliers de la méditerranée avaient éliminé les Diables rouges en phase de poules.

Premier du groupe D avec sept points, aucun but encaissé et trois marqués, le Congo a bouclé la phase de poules de la 5^e édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) avec succès. L'objectif de passer le premier tour que les Diables rouges s'étaient fixé avant le coup d'envoi de la compétition est atteint. Mais le quart de finale qu'ils livreront dans la soirée du 28 janvier face aux Libyens est une autre étape. L'élimination est directe, l'erreur se paie cash. Les Congolais se souviennent du coup de théâtre du Chan 2014. Cette année-là, la Libye les a disqualifiés à la dernière minute du temps additionnel lors de la dernière journée de la phase de poules. Pour ce Chan qui se dispute au Maroc, la Libye a fait la même chose face au Rwanda. Les Diables rouges, qui ont réussi à garder leurs cages inviolées, de-



Les Diables rouges devraient tenir de bout en bout, le 28 janvier à Agadir/crédit photo Emmanuel Kaba

vraient donc tenir de bout en bout, ce dimanche à Agadir.

Avant que le Congo et la Libye ne s'expliquent, les Super Eagles du Nigeria seront aux prises avec les Palancas Negras d'Angola. Le 27 janvier, les Lions de l'Atlas du Maroc rencontreront les Brave Warriors de la Namibie et les Chipolopolo Boys de Zambie vont en découdre avec les Crocodiles du Nil du Soudan.

Maroc, Congo, Libye, Namibie, Zambie, Nigeria, Angola et le Soudan, huit équipes donc qualifiées en quarts de finale. Seule la Libye a déjà remporté le trophée mis en

jeu en 2014 (3^e édition), en battant le Ghana en finale. L'Angola a été finaliste en 2011 (deuxième édition remportée par la Tunisie). Le Nigeria, qui est à sa troisième participation, a occupé la troisième place de la troisième édition (2014). Il s'agit du meilleur rang des Super Eagles au Chan. En 2009, les Chipolopolo de Zambie (3^e participation) ont fait autant lors de la toute première édition de la compétition continentale réservée aux équipes nationales locales. Il y a des records à battre partant de ces quarts de finale qui, du reste, ne sont pas joués d'avance.

Rominique Makaya

COOPÉRATION

Dubaï disposé à investir au Congo

L'émirat de Dubaï compte coopérer avec le Congo dans les secteurs des infrastructures et de l'industrie gazière sur des projets déjà bouclés.



Le chef de l'Etat congolais et des responsables des Emirats arabes unis à Dubaï

En séjour de travail aux Emirats arabes unis, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a eu des entretiens, jeudi 25 janvier, avec l'émir de Dubaï, Sheikh Ahmed bin Dalmook Juma al Maktoum.

Les deux dirigeants ont évoqué la coopération entre le Congo et l'émirat, en particulier l'opportunité pour Dubaï de financer la construction des infrastructures et la transformation du gaz en énergie électrique. Les dossiers relatifs à ces investissements étant bouclés, le démarrage des projets pourrait intervenir dans à peu près un an, a déclaré Sheikh Ahmed bin Dalmook Juma al Maktoum à sa sortie d'audience.

Denis Sassou N'Guesso est arrivé à Dubaï après avoir assisté, aux côtés d'autres chefs d'Etat africains, à la cérémonie d'investiture du nouveau président du Liberia, George Weah, le 22 janvier, à Monrovia, la capitale du pays.

La Rédaction

BRIN D'HISTOIRE

Ces oubliés et ces méconnus de l'histoire congolaise : les médias du Congo à l'heure de la liberté de la presse

Plus de vingt-six ans après, que reste-t-il de la Conférence nationale souveraine ? Les propriétaires fonciers, le multipartisme et la liberté de la presse. C'est le dernier héritage qui nous préoccupe ici. Que vaut la liberté de la presse, si on ne peut l'exercer ? Ce n'est pas tant le principe qui est en cause, puisque toutes les Constitutions post-conférence nationale l'ont consacré, mais les conditions d'exercice de cette liberté : les ressources financières, les moyens matériels et humains.

La presse écrite est la première à avoir défoncé les écluses qui entravaient la liberté de la presse. Comme en France, lors de la proclamation de la II^e République, le 24 février 1848, et l'institution de la liberté de la presse, les journaux se mettent soudain à pulluler au Congo, à la faveur de la Conférence nationale souveraine en 1991. Chaque homme politique ou chaque parti cherchant à créer sa tribune pour y répandre ses opinions. C'est le cas du journal *Le Soleil* du MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral), ou de *La Forge* du RDD (Rassemblement pour la démocratie et le développement). D'autres titres de la même obédience naîtront plus tard. Mais le fait le plus remarquable, c'est l'arrivée des néo-journalistes, sortis de l'université qui décident de mettre le pied à l'étrier. Ils créent des journaux - avec très peu d'argent, mais avec la volonté de réussir - parmi lesquels, *Madukutsekele* et *Le Choc*. D'autres titres de cette épopée glorieuse, *Libertés*, *Aujourd'hui* et tutti quanti, surgis dans les jours et les semaines qui ont suivi l'ouverture de la Conférence nationale souveraine, ont définitivement disparu. Depuis, de nouveaux titres, souvent météo-

ritiques, contribuent à la survie de la presse écrite. Quelques journaux, portés à bout de bras par d'obscurs commanditaires, font de la résistance. La présence du quotidien *Les Dépêches de Brazzaville* est la seule évolution notable dans l'univers de la presse congolaise, depuis la fin de la Conférence nationale. Ce succès, il le doit à la forte capacité d'organisation de ses promoteurs, à une équipe de rédacteurs opiniâtres et à une logistique qui fait constamment ses preuves. Sa magnifique incandescence devrait, si les conditions sont réunies, illuminer toute la presse nationale. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

C'est le lieu ici de saluer Emile Gankama, son directeur des rédactions, à la prolixité étonnante. Ses analyses pertinentes en font, incontestablement, l'une des figures de proue de la jeune garde journalistique. Auteur d'une œuvre polymorphe, « ses phrases très pures coulent comme de l'eau de roche sur un écrin de mousse. Dans ses opus, les fleurs de rhétorique sont abondantes ». Un exemple à suivre.

La presse écrite au Congo n'est pas pire qu'ailleurs en Afrique. Vingt-sept ans, après son printemps, elle survit avec ses tares congénitales: statut juridique équivoque, faiblesses matérielles, financières et humaines. Faut-il s'en réjouir ou s'en contenter ? À l'évidence, non ! Même la vénérable *La Semaine Africaine*, créée en 1952, connaît de sérieuses difficultés de survie. Hormis le journal *Les Dépêches de Brazzaville*, né longtemps après la Conférence nationale souveraine, la presse écrite reste un bazar et un chantier indescriptible. Les médias audiovisuels qui s'inscrivent dans la même dynamique de liberté, n'échappent pas aux vicissitudes relevées au sujet

de la presse écrite. Aucun d'eux ne répond aux exigences de gestion orthodoxe d'une entreprise audiovisuelle. Une remise en ordre s'impose dans le secteur des médias. Que faire ? Deux choses. En prime, revoir la loi sur la liberté de la presse, lacunaire sur de nombreux aspects. Dans son esprit, n'importe qui peut créer un journal. La déclaration préalable au procureur étant la seule obligation clairement stipulée. Rien sur la forme juridique et économique du journal. Ce qui explique ce foisonnement de titres, dont la plupart, sans statut juridique et économique précis, relèvent davantage du tract que du journal. Au surplus, les conditions d'accès à la profession ne sont pas explicitement définies. La deuxième chose, mettre l'accent sur la formation pour améliorer la qualité des prestations dans nos médias. À cet égard, un centre de formation professionnel aux métiers des médias est une impérieuse nécessité. La solution à tous les autres problèmes, qui handicapent l'émergence d'une presse de qualité, dépend d'une loi sur la presse revisitée à bon escient. Les problèmes sont connus. Tout le reste, c'est du pipeau.

En 1992, les Assises de la presse ont eu lieu, sous l'impulsion de Jean-Blaise Kololo, alors ministre de l'Information. Que sont devenues les recommandations adoptées à l'époque ? Qu'est-ce qui a été fait ? Qu'est-ce qui ne l'a pas été ? Pourquoi ? Un comité d'experts de haut niveau minutieusement choisis, pourrait répondre à ces questions et publier un livre blanc sur ce sujet, pour envisager, à moindre frais, une thérapeutique adaptée aux dernières évolutions des médias au Congo. Les vrais héros ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

Mfumu